

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE



Union – Discipline – Travail

MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION DES STATISTIQUES ET DES PROJETS

DIRECTION DES STATISTIQUES, DE LA DOCUMENTATION ET DE L'INFORMATIQUE

**RECENSEMENT DES EXPLOITANTS ET EXPLOITATIONS
AGRICOLES 2015/2016**

VOLUME 0

DOCUMENT DE METHODOLOGIE DU REEA

VERSION REVISEE

Mai 2017



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	5
I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION	7
II. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS.....	9
2.1. Objectif général.....	9
2.2. Objectif spécifiques	9
2.3. Résultats attendus.....	9
III. CHAMP, UNITES STATISTIQUES ET OUTILS DE COLLECTE	10
3.1. Champ du REEA.....	10
3.2. Unités statistiques	10
3.3. Outils de collecte.....	10
IV. PRINCIPAUX CONCEPTS ET DEFINITIONS	12
4.1. Concepts et définitions du module de base.....	12
4.2. Concepts et définitions du module communautaire.....	13
4.3. Concepts et définitions du module OPA/OPE.....	15
4.4. Concepts et définitions du module Exploitations Modernes	15
V. CADRE INSTITUTIONNEL ET ORGANISATION DU REEA.....	16
5.1. Cadre institutionnel.....	16
5.1.1. Le Comité National de Pilotage.....	16
5.1.2. Le Comité Technique.....	17
5.1.3. Les Comités Régionaux	18
5.2. Bureau central	19
5.2.1. Section Technique.....	19
5.2.2. Section Logistique	20
5.3. Equipe de consultants	20
5.4. Ressources matérielles	21
5.4.1. Matériel roulant.....	21
5.4.2. Matériel informatique	21
5.4.3. Autres matériels	21
VI. STRATEGIE DE COMMUNICATION ET SENSIBILISATION.....	22
6.1. Communication et sensibilisation de masse	22
6.2. Communication et sensibilisation de proximité.....	23
VII. RECRUTEMENT ET FORMATION DU PERSONNEL DE TERRAIN	24
7.1. Recrutement du personnel de terrain	24
7.1.1. Sélection des superviseurs	24
7.1.2. Recrutement des IT	24
7.1.3. Recrutement des agents contrôleurs et recenseurs.....	24
7.2. Formation des formateurs	25

7.2.1. Organisation de la formation	25
7.2.2. Contenu de la formation.....	25
7.2.3. Evaluation de la formation.....	25
7.3. Formation du personnel de terrain	26
7.3.1. Organisation de la formation	26
7.3.2. Contenu de la formation.....	26
7.3.3. Evaluation de la formation.....	27
VIII. ORGANISATION DE LA COLLECTE DES DONNEES	28
8.1. Dispositif de supervision au niveau central	28
8.2. Dispositif de terrain.....	28
8.3. Déploiement des équipes de terrain	29
8.4. Méthodologie de collecte.....	30
8.4.1. Méthodologie de collecte du module de base	30
8.4.2. Méthodologie de collecte du module communautaire	31
8.4.3. Méthodologie de collecte du module OPA/OPE	31
8.4.4. Méthodologie de collecte du module Exploitations Modernes.....	32
IX. TRANSMISSION DES DONNEES.....	33
9.1. Organisation de la remontée des données	33
9.1.1. Mode opératoire sur le terrain.....	33
9.1.2. Récupération des données.....	33
9.2. Modes de transmission des données	34
9.2.1. Transmission par internet des données	34
9.2.2. Transmission physique des données	34
X. TRAITEMENT DES DONNEES	36
10.1. Etapes de traitement des données	36
10.1.1. Préparation du matériel.....	36
10.1.2. Gestion des fichiers des modules.....	36
10.1.3. Apurement des données	36
10.1.4. Tabulation des données.....	37
XI. ANALYSE ET EVALUATION DE LA QUALITE DES DONNEES.....	38
11.1. Analyse des données	38
11.2. Evaluation de la qualité des données	39
11.2.1. Situation des non-réponses globales	39
11.2.2. Situation des non-réponses partielles.....	40
XII. ARCHIVAGE DES DONNEES	41
12.1. Archivage des données selon la norme internationale (DDI)	41
12.2. Préparation du Table Retrieval Systems (TRs).....	41
12.3. Préparation des cartes pour CSPro.....	42
12.4. Nesstar Toolkit.....	42

XIII. DIFFUSION DES DONNEES.....	43
13.1. Livrables du REEA	43
13.2. Atlas	44
13.3. Site WEB	45
13.4. CountrySTAT	46
XIV. DIFFUSION RENCONTRES ET LIMITES DES RESULTATS	48
14.1. Difficultés administratives	48
14.2. Difficultés techniques	48
14.3. Limite des résultats	49
ANNEXES	50

SIGLES ET ABBREVIATIONS

AGEPE	: Agence d'Etudes et de Promotion de l'Emploi
ANADER	: Agence Nationale d'Appui au Développement Rural
BNETD	: Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement
CAPI	: Computer Assisted Personal Interview (Entretien individuel assisté par ordinateur)
CCM	: Communication en Conseil des Ministres
CIDT	: Compagnie Ivoirienne pour le Développement des Textiles
CIE	: Compagnie Ivoirienne d'Electricité
CIRES	: Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales
CNRA	: Centre National de Recherche Agronomique
CNTIG	: Centre National de Télédétection et de l'Information Géographique
CSPPro	: Census and Survey Processing System
D. A. Abidjan	: District Autonome d'Abidjan
D. A. Yamoussoukro	: District Autonome de Yamoussoukro
DCPE	: Direction de la Conjoncture et de la Prévision Economique
DGPPS	: Direction Général de la Planification, des Statistiques et des Projets
DSD	: Data Structure Definition
DSDI	: Direction des Statistiques, de la Documentation et de l'Informatique
DSRP	: Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
ENSEA	: Ecole Nationale de la Statistique et d'Economie Appliquée
ENV	: Enquête Niveau de Vie
FAO	: Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FIDA	: Fonds International de Développement Agricole
FIRCA	: Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles
FRAR	: Fonds Régional d'Aménagement Rural
GAR	: Gestion Axée sur les Résultats
GPS	: Système de Positionnement Global
INS	: Institut National de la Statistique
LPSPA	: Lettre de Politique du Secteur de la Pêche et de l'Aquaculture
MINADER	: Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINEF	: Ministère des Eaux et Forêts
MINESUDD	: Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable
MIRAH	: Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
MPMB	: Minsitère auprès du Premier Ministre chargé du Budget
MPMEF	: Minstère auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances
OCPV	: Office de la Commercialisation et de la Promotion des Produits Vivriers
ODD	: Objectifs pour le Développement Durable
ONDR	: Office Nationale du Développement de la Riziculture

OPA	: Organisations Professionnelles Agricoles
OPE	: Organisations Professionnelles de l'Élevage
PDDA	: Plan Directeur de Développement Agricole
PDPA	: Plan Directeur de la Pêche et de l'Aquaculture
PIB	: Produit Intérieur Brut
PID	: Programme d'Investissement Détaillé
PMRA	: Programme Mondial Recensement Agricole
PNAGER	: Programme National d'Appui à la Gestion Rural
PND	: Plan National de Développement
PNGTER	: Programme National de Gestion des Terroirs
PNIA	: Plan d'Investissement Agricole
PSE	: Programme Sectoriel Elevage
REEA	: Recensement des Exploitants et des Exploitations Agricoles
RGPH	: Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RNA	: Recensement National de l'Agriculture
SATMACI	: Société d'Assistance Technique pour la Mécanisation Agricole
SGBDR	: Système de Gestion de Base de Données Relationnelles
SNDS	: Stratégie National de Développement de la Statistique
SODE	: Sociétés d'Etat
SODEFOR	: Société de Développement des Forêts
SODEPRA	: Société de Développement des Productions Animales
SPISA	: Système Permanent Intégré des Statistiques Agricoles
TRS	: Table Retrieval Structure
UE	: Union Européenne
UM	: Unités de Mesure
ZD	: Zones de Dénombrement

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le secteur agricole constitue un des piliers de l'économie nationale, ce qui lui a valu une place de choix dans la stratégie de relance économique du gouvernement.

A ce propos le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA), a inscrit la réforme de la gouvernance du secteur agricole comme l'un de ses principaux axes. Cette réforme vise la professionnalisation de l'agriculture afin d'atténuer son caractère informel et de remédier à la fragilité structurelle des organisations représentatives agricoles.

Le gouvernement juge donc nécessaire de disposer d'informations statistiques fiables et complètes sur la nature et la structure des exploitations agricoles.

Un projet a donc été inscrit à cet effet au PNIA avec deux volets :

- Volet 1 : recensement des exploitants et exploitations agricoles (REEA) ;
- Volet 2 : amélioration de la représentativité du monde rural.

Le REEA revêt pour le Gouvernement ivoirien un caractère prioritaire formellement exprimé dans le Programme d'Investissement Détaillé (PID).

En effet, plus de 10 ans après le dernier Recensement National de l'Agriculture (RNA) 2001 et compte tenu des bouleversements sociopolitiques que le pays a connus, tous les acteurs éprouvent la nécessité de la réalisation d'un nouveau recensement de l'agriculture dans les meilleurs délais afin de disposer d'un panorama actuel et complet du secteur agricole ivoirien pour mieux éclairer les politiques de développement sectoriel et notamment les différentes filières agricoles.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la mise en œuvre du Recensement des Exploitants et Exploitations Agricoles (REEA) 2015/2016, troisième recensement de l'agriculture en Côte d'Ivoire après ceux réalisés en 1974 et 2001.

L'objectif général du REEA est d'aider le Gouvernement à assurer une croissance soutenue du secteur agricole à travers la collecte de données structurelles sur l'agriculture ivoirienne et la production de statistiques agricoles qui serviront de base à la réorganisation du monde rural et à l'optimisation des ressources.

Plus spécifiquement, le REEA vise à (i) mettre en place une base de sondage multisectorielle, (ii) renforcer les capacités techniques et opérationnelles des structures nationales en vue de la préparation et la réalisation des modules complémentaires, (iii) améliorer la disponibilité des données sur l'agriculture prise au sens large, (iv) améliorer l'accès aux données du recensement agricole selon l'approche modulaire et celles des enquêtes spécifiques à travers la plateforme CountrySTAT et (v) contribuer à la mise en place d'un Système Permanent Intégré de Statistiques Agricoles (SPISA).

La mise en œuvre du REEA s'est faite selon l'approche modulaire recommandée dans le Programme Mondial de Recensement de l'Agriculture (PMRA) 2010. Un module de base a été couplé avec un module de données communautaire, un module des OPA/OPE et un module sur les exploitations modernes. Cette mise en œuvre a permis de disposer d'informations structurelles qui seront complétées par des informations conjoncturelles lors de la mise en œuvre des modules complémentaires.

Le présent volume de la série des publications sur le Recensement des Exploitants et Exploitations Agricoles (REEA) 2015/2016 est consacré à la méthodologie adoptée pour la conduite de l'opération.

Ce volume présente (i) les objectifs et résultats attendus du REEA, (ii) le champ et les unités statistiques, (iii) les principaux concepts et définitions, (iv) le cadre institutionnel et l'organisation du REEA, (v) la stratégie de communication et de sensibilisation, (vi) le recrutement et la formation du personnel de terrain, (vii) l'organisation de la collecte des données, (viii) la transmission des données, (ix) le traitement, l'analyse et l'évaluation des données, (x) l'archivage et la diffusion des données et enfin (xi) les difficultés rencontrées et les limites des résultats.

II. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS

2.1. Objectif général

L'**objectif général du REEA** est d'aider le Gouvernement à assurer une croissance soutenue du secteur agricole à travers la collecte de données structurelles sur l'agriculture ivoirienne et la production de statistiques agricoles qui serviront de base à la réorganisation du monde rural et à l'optimisation des ressources.

2.2. Objectif spécifiques

De façon spécifique, il s'agit de :

- mettre en place une base de sondage multisectorielle ;
- renforcer les capacités techniques et opérationnelles des structures nationales en vue de la préparation et la réalisation des modules complémentaires;
- améliorer la disponibilité des données sur l'agriculture prise au sens large (productions végétale, animale et halieutique) ;
- améliorer l'accès aux données du recensement agricole selon l'approche modulaire et celles des enquêtes spécifiques à travers la plateforme CountrySTAT ;
- contribuer à la mise en place d'un Système Permanent Intégré de Statistiques Agricoles (SPISA).

2.3. Résultats attendus

Les résultats attendus sont les suivants :

- ✓ la base de sondage multisectorielle est disponible ;
- ✓ les capacités techniques et opérationnelles des structures nationales sont renforcées en vue de la préparation et la réalisation des modules complémentaires ;
- ✓ la disponibilité des données sur l'agriculture prise au sens large (productions végétale, animale et halieutique) est améliorée ;
- ✓ les données du recensement agricole selon l'approche modulaire et celles des enquêtes spécifiques sont disponibles sur la plateforme CountrySTAT ;
- ✓ le système Permanent Intégré de Statistiques Agropastorales (SPISA) est mis en place.

III. CHAMP, UNITES STATISTIQUES ET OUTILS DE COLLECTE

3.1. Champ du REEA

Le champ du REEA définit les limites dans lesquelles s'inscrit le recensement. Elles concernent aussi bien les limites géographiques, thématiques que les périodes de référence et de réalisation du recensement.

Le champ géographique couvre l'ensemble du territoire national. L'opération a concerné le milieu urbain et rural. Tout le milieu rural a été couvert. Pour le milieu urbain, toutes les villes ont été couvertes à l'exception de la ville d'Abidjan où l'opération a couvert les zones périphériques.

Le champ thématique concerne le secteur primaire dans son ensemble (production végétale, production animale, production sylvicole, production aquacole et la pêche).

Le champ temporel couvre la période de novembre 2015 à décembre 2016 pour la réalisation du module de base couplé aux modules communautaire, OPA/OPE et exploitations modernes.

3.2. Unités statistiques

Pour chaque module, les unités statistiques utilisées dans le cadre de la mise en œuvre du REEA 2015/2016 sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Module	Unités statistique
Module de base	<ul style="list-style-type: none">- Ménages agricoles ;- Exploitants agricoles ;- Exploitations agricoles.
Module Communautaire	<ul style="list-style-type: none">- Villages ruraux
Module OPA/OPE	<ul style="list-style-type: none">- Organisations Professionnelles Agricoles et/ou d'Elevage (OPA/OPE)
Module Exploitations Modernes	<ul style="list-style-type: none">- Entreprises agricoles du secteur moderne

3.3. Outils de collecte

Les outils de collecte utilisés pour la mise en œuvre du REEA 2015/2016 sont les suivants :

Au niveau du module de base

- La fiche de dénombrement ;
- Le questionnaire module de base ;
- Les manuels d'instruction (superviseurs, contrôleurs, recenseurs) ;
- La tablette ;
- Le notebook ;
- Le GPS.

Au niveau du module communautaire

- Le questionnaire module communautaire ;
- Les manuels d'instruction (superviseurs, contrôleurs, recenseurs) ;
- Le notebook ;
- Le GPS.

Au niveau du module OPA/OPE

- Le questionnaire module OPA/OPE ;
- Les manuels d'instruction (superviseurs, contrôleurs, recenseurs) ;
- Le répertoire des OPA/OPE ;
- Le notebook.

Au niveau du module Exploitation Moderne

- Le questionnaire module Exploitation Moderne ;
- Les manuels d'instruction (superviseurs, contrôleurs, recenseurs) ;
- Le répertoire des Exploitations Modernes.

Tous les questionnaires à l'exception du questionnaire du module Exploitation Moderne ont été paramétrés dans les tablettes et notebooks des agents recenseurs et contrôleurs. Les questionnaires supports papiers n'ont été utilisés qu'en cas de défaillance des tablettes ou notebooks.

La collecte des données du module Exploitation Moderne a été réalisée à partir de questionnaire support papier.

Les GPS ont été utilisés pour relever les coordonnées géographiques des ménages.

IV. PRINCIPAUX CONCEPTS ET DEFINITIONS

Plusieurs concepts sont utilisés aussi bien dans les questionnaires que dans l'analyse des résultats du REEA. Les manuels d'instruction aux agents recenseurs, contrôleurs et superviseurs contiennent l'exhaustivité des définitions de ces concepts.

Le présent document méthodologique ne définit que les principaux concepts des quatre (4) modules du REEA 2015/2016.

4.1. Concepts et définitions du module de base

➤ Volet administratif

- **Zones de dénombrement (ZD) :** La zone de dénombrement (ZD) est une aire géographique de dénombrement qui compte 800 à 1000 habitants en milieu rural et 1000 à 1500 habitants en milieu urbain. En zone rurale, une ZD peut correspondre à un village, à un morceau de village ou à plusieurs villages selon les cas. En milieu urbain, la ZD correspond en général à un ou plusieurs carrés (bloc de maisons).

➤ Volet agricole

- **Ménage :** Le ménage est constitué d'un ensemble de personnes, apparentées ou non, qui reconnaissent l'autorité d'un même individu appelé « chef de ménage », vivent sous le même toit, dans la même concession et dont les ressources sont mises en commun en totalité ou en partie pour subvenir aux dépenses courantes, prenant le plus souvent leurs repas en commun.
- **Ménage agricole :** C'est un ménage dans lequel au moins un membre exerce une activité agricole au sens large (agriculture végétale, sylviculture, élevage, aquaculture et pêche).
- **Activités agricoles :** Sont considérés comme activités agricoles, toutes les activités couvrant l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'aquaculture et la sylviculture.
- **Résident :** sont considérés résidents: les personnes présentes dans le ménage depuis au moins six (6) mois, (ii) les personnes absentes depuis moins de six (6) mois mais qui manifestent l'intention d'y revenir ; (iii) et les personnes présentes depuis moins de six (6) mois mais manifestent l'intention de s'y installer, y compris les élèves et étudiants.
- **Exploitation agricole :** Une exploitation agricole est une unité économique de production agricole (production végétale et animale) soumise à une direction unique et comprenant tous les animaux qui s'y trouvent et toute la terre utilisée entièrement ou en partie pour la production agricole, indépendamment du titre de possession, du mode juridique ou de la taille.
- **Exploitant agricole ou Chef d'exploitation :** Personne physique ou personne morale responsable de la marche de l'exploitation agricole et des grandes décisions concernant l'utilisation des ressources qui a également la responsabilité technique et financière de l'exploitation.

- **Parcelle** : Une parcelle est une étendue de terre d'un seul tenant portant une seule culture ou une association de cultures semées en partie à la même date.
- **Irrigation** : Apport délibéré d'eau sur les terres pour améliorer la production des pâturages ou des cultures.
- **Pêche artisanale** : capture, c'est-à-dire la chasse, la collecte et le ramassage d'animaux aquatiques vivants (essentiellement des poissons, mollusques et crustacés) et également le ramassage de plantes provenant des eaux marines, côtières ou intérieures, propres à la consommation humaine et à d'autres usages, soit à la main, soit de manière plus courante, à l'aide de matériel de pêche comme les filets, les lignes et les pièges fixes.
- **Pêche continentale** : Pêche pratiquée sur les plans d'eau tels que les lacs, les fleuves, les rivières, etc.
- **Pêche Maritime** : Pêche pratiquée sur les mers.
- **Sylviculture** : Exploitation rationnelle des arbres forestiers (boisement, reboisement, transplantation, coupe d'éclaircie et conservation des forêts et des coupes).
- **Aquaculture** : Elevage d'organismes aquacoles tels que poissons, crustacés, mollusques et végétaux.
- **Pisciculture** : Production des poissons notamment des poissons d'eau douce par l'élevage.
- **Bassin** : Un bassin aquacole est un ouvrage destiné à contenir de l'eau et des poissons, généralement situé au-dessus du sol, typiquement caractérisé par un échange d'eau important dans un environnement hautement contrôlé.
- **Etang** : Petit étendu d'eau peu profonde (au plus 1m 30), de forme généralement carrée ou rectangulaire, construit par un aménagiste ou un tâcheron, dont la superficie varie entre (400 m² et 1000 m²) servant à l'élevage des poissons.

4.2. Concepts et définitions du module communautaire

➤ Volet administratif

- **Zones de dénombrement (ZD)** : La zone de dénombrement (ZD) est une aire géographique de dénombrement qui compte 800 à 1000 habitants en milieu rural et 1000 à 1500 habitants en milieu urbain. En zone rurale, une ZD peut correspondre à un village, à un morceau de village ou à plusieurs villages selon les cas. En milieu urbain, la ZD correspond en général à un ou plusieurs carrés (bloc de maisons).
- **Type de village** : l'on distingue trois (3) types de villages :
 - **Village d'un seul tenant** : village qui n'a pas de campement. Il n'est composé que de quartiers.
 - **Village avec campement** : village qui est composé de quartiers et de campements.
 - **Regroupement de villages** : village qui est composé de plusieurs villages (avec ou sans campements).

➤ Volet agricole

- **Activités agricoles :** Sont considérés comme activités agricoles, toutes les activités couvrant l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'aquaculture et la sylviculture.
- **Exploitation agricole :** Une exploitation agricole est une unité économique de production agricole (production végétale et animale) soumise à une direction unique et comprenant tous les animaux qui s'y trouvent et toute la terre utilisée entièrement ou en partie pour la production agricole, indépendamment du titre de possession, du mode juridique ou de la taille.
- **Pêche artisanale :** capture, c'est-à-dire la chasse, la collecte et le ramassage d'animaux aquatiques vivants (essentiellement des poissons, mollusques et crustacés) et également le ramassage de plantes provenant des eaux marines, côtières ou intérieures, propres à la consommation humaine et à d'autres usages, soit à la main, soit de manière plus courante, à l'aide de matériel de pêche comme les filets, les lignes et les pièges fixes.
- **Pêche continentale :** Pêche pratiquée sur les plans d'eau tels que les lacs, les fleuves, les rivières, etc.
- **Pêche Maritime :** Pêche pratiquée sur les mers.
- **Sylviculture :** Exploitation rationnelle des arbres forestiers (boisement, reboisement, transplantation, coupe d'éclaircie et conservation des forêts et des coupes).
- **Aquaculture :** Elevage d'organismes aquacoles tels que poissons, crustacés, mollusques et végétaux.
- **Pisciculture :** Production des poissons notamment des poissons d'eau douce par l'élevage.
- **Bassin :** Un bassin aquacole est un ouvrage destiné à contenir de l'eau et des poissons, généralement situé au-dessus du sol, typiquement caractérisé par un échange d'eau important dans un environnement hautement contrôlé.
- **Etang :** Petit étendu d'eau peu profonde (au plus 1 m 30), de forme généralement carrée ou rectangulaire, construit par un aménagiste ou un tâcheron, dont la superficie varie entre (400 m² et 1000 m²) servant à l'élevage des poissons.
- **Tank :** Bassin d'élevage en béton, en polyester ou en fibre de verre généralement fermé.
- **Terres en friche :** terres non cultivées (jachères).
- **Bois communautaire villageois :** espace boisé par la communauté villageoise.
- **Terres réservées au pâturage :** terres exclusivement réservées au pâturage.
- **Mare/Cours d'eau :** Etendue d'eau de faible superficie et de profondeur / tout chenal superficiel dans lequel s'écoule un flux d'eau continu ou temporaire.
- **Forêts classées :** espace forestier défini et délimité comme tel, conformément à un texte législatif ou réglementaire, de façon à lui donner la protection légale nécessaire.

- **Forêts sacrées :** espace boisé réservé à l'expression culturelle d'une communauté donnée et dont l'accès et la gestion sont réglementés.
- **Parc national :** forêt du domaine privé de l'Etat où des activités touristiques par exemple peuvent se dérouler à l'exclusion de toute activité portant atteinte aux ressources qui y sont conservées.
- **Reserve naturelle intégrale :** parcs destinés à la conservation et dans lesquels aucune activité n'est autorisée. Elles sont donc créées pour aider à constituer des puits de carbone et permettre à la nature de se reconstituer. Elles peuvent servir à protéger des ressources naturelles menacées de disparition.
- **Reserve de faune :** réserves naturelles destinées à protéger des espèces de faune que l'on veut promouvoir. Ici, c'est une aire protégée et ce que l'on protège c'est la faune de façon principale, mais évidemment avec son habitat.
- **Forêt de type particulier :** forêt contenant des espèces d'arbres ou des habitats de type particulier et jouant plusieurs rôles écologiques et sociaux.
- **Espèces animales protégées :** Animaux sauvages intégralement protégés dont la capture et la chasse sont interdites sauf aux porteurs de permis scientifique et dans certaines limites.

4.3. Concepts et définitions du module OPA/OPE

- **OPA/OPE :** Une « Organisation Professionnelle » est un regroupement volontaire des professionnels, personnes physiques ou morales, d'un même maillon d'une filière agricole en vue de satisfaire leurs besoins, leurs intérêts et aspirations socioculturelles et surtout économiques communs, au moyen d'une entreprise économique dont ils sont les seuls propriétaires et les principaux usagers. Une Organisation Professionnelle Agricole/d'Elevage (OPA/OPE) peut prendre la forme de Société Coopérative, d'Association ou d'Organisation Non Gouvernementale.
- **Activités agricoles :** Sont considérés comme activités agricoles, toutes les activités couvrant l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'aquaculture et la sylviculture.

4.4. Concepts et définitions du module Exploitations Modernes

- **Exploitation moderne :** Une exploitation de type moderne est une exploitation où les rapports de travail entre personnes sont basés sur des règles bien définies en la matière et qui se caractérise par l'existence d'équipements et de matériels agricoles (tracteurs, attelages, etc.), l'utilisation d'une main d'œuvre salariée, l'application des paquets techniques, la tenue de comptabilité et l'exploitation de grande superficie.
- **Activités agricoles modernes :** Sont considérés comme activités agricoles modernes, toutes les activités couvrant l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'aquaculture et la sylviculture modernes.

V. CADRE INSTITUTIONNEL ET ORGANISATION DU REEA

Le Recensement des Exploitants et Exploitations Agricoles (REEA) est une opération statistique de grande envergure qui nécessite une bonne organisation qui se décrit à travers la mise en place d'un cadre institutionnel et d'un dispositif opérationnel intégrant les ressources matérielles.

5.1. Cadre institutionnel

Le projet de Recensement des Exploitants et Exploitations Agricoles (REEA) a été initié par une Communication en Conseil des Ministres (CCM) en 2012.

Le cadre institutionnel de l'exécution du REEA a été défini par le **décret n°2013-558 du 05 août 2013** portant organisation du recensement. Le lancement officiel de l'opération a eu lieu le 1er juin 2015 à l'auditorium de l'immeuble de la CAISTAB d'Abidjan plateau en présence des préfets de région du pays.

Pour la conduite des activités trois (3) organes ont été créés par des arrêtés interministériels. Il s'agit :

- du Comité National de Pilotage ;
- du Comité Technique;
- et des Comités Régionaux.

5.1.1. Le Comité National de Pilotage

Créé par **arrêté interministériel n°010/MINAGRI/MPMEF/MPMB du 02 janvier 2014**, le Comité National de Pilotage a pour mission :

- d'approuver les orientations générales et organisationnelles, ainsi que le calendrier des opérations ;
- de formuler des avis sur l'exécution et le suivi du recensement ;
- de s'impliquer activement dans la recherche de solutions à toutes les contraintes et autres éléments de blocage administratif, financier et de terrain qui pourraient subvenir lors de l'exécution du Recensement des Exploitants et des Exploitations Agricoles.

Présidé par le représentant du Ministre de l'Agriculture, le comité se compose de :

- un représentant de la Primature ;
- un représentant du Ministère de l'Agriculture ;
- un représentant du Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances ;
- un représentant du Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget ;
- un représentant du Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité ;
- un représentant du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques ;
- un représentant du Ministère des Eaux et Forêts ;
- un représentant du Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable ;
- un représentant du Ministère de la Famille, de la Femme et de l'Enfant ;
- un représentant des Organisations Professionnelles Agricoles de Côte d'Ivoire ;
- un représentant des Partenaires Techniques et Financiers ;
- un représentant de l'Institut National de la Statistique (INS) ;

- un représentant de l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER) ;
- un représentant du Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles (FIRCA) ;
- un représentant du Centre National de Recherche Agronomique (CNRA) ;
- un représentant du Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD) ;
- un représentant de la Société de Développement des Forêts (SODEFOR) ;
- un représentant de l'Agence d'Etudes et de Promotion de l'Emploi (AGEPE) ;
- un représentant de la Chambre Nationale d'Agriculture ;
- un représentant de l'Office de la Commercialisation et de la Promotion des Produits Vivriers (OCPV) ;
- un représentant du Centre National de Télédétection et de l'Information Géographique (CNTIG) ;
- un représentant de l'Office National de Développement de la Riziculture (ONDR) ;
- un représentant de l'Université NANGUI ABROGUA d'Abobo-Adjamé ;
- un représentant de l'Ecole Nationale de la Statistique et d'Economie Appliquée (ENSEA) ;
- un Représentant du Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIRES).

Le Secrétariat du Comité National de Pilotage est assuré par le Coordonnateur National du Recensement des Exploitants et des Exploitations Agricoles ou son représentant.

5.1.2. Le Comité Technique

Créé par **arrêté interministériel n°009/MINAGRI/MPMEF/MPMB du 02 janvier 2014**, le Comité Technique du Recensement des Exploitants et des Exploitations Agricoles est chargé de :

- de préparer et d'exécuter l'opération du Recensement des Exploitants et des Exploitations Agricoles ;
- de traiter, d'analyser, de publier et de diffuser les résultats du Recensement des Exploitants et des Exploitations Agricoles.

Le Comité Technique du Recensement des Exploitants et des Exploitations Agricoles est placé sous l'autorité du Directeur Général de la Planification, des Statistiques et des Projets (DGPPS) du Ministère de l'Agriculture, Coordonnateur National dudit recensement, assisté d'un Coordonnateur National Adjoint.

Le Comité Technique comprend en outre, trois (3) sections opérationnelles, à savoir :

- une Section Administration et Finances composée de quatre (4) membres ;
- une Section Technique composée de trente et un (31) membres ;
- une Section Logistique composée de sept (7) membres

Les sections opérationnelles ont été dirigées chacune par un Chef de section ayant rang de Chef de service.

Le Comité Technique disposait également d'une équipe de Personnel d'Appui composée de huit (8) membres.

Les membres des sections opérationnelles et de l'équipe de Personnel d'Appui du Comité Technique ont été nommés par arrêté du Ministre de l'Agriculture, sur proposition du Coordonnateur National.

Il convient de noter que les quatre (4) ministères à savoir le Ministère de l'Agriculture, le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH), le Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable (MINESUDD), le Ministère des Eaux et Forêts (MINEF) sont tous représentés dans le comité technique.

Outre, ces quatre (4) ministères, les structures nationales comme l'Institut National de la Statistique (INS), l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER), l'Office Nationale pour le Développement de la Riziculture (ONDR) ont été identifiées pour apporter leur appui technique au recensement.

La FAO à travers un personnel technique et administratif expérimenté apporte un appui technique aux membres du comité technique.

5.1.3. Les Comités Régionaux

Créé par **arrêté interministériel n° 011/MINAGRI/MPMEF/MPMB/MEMIS du 02 janvier 2014**, des comités régionaux présidés par les préfets de région et dont le secrétariat a été assuré par les Directeurs Régionaux du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) ont été mis en place. Ces comités étaient chargés de coordonner les activités de collecte des données statistiques au niveau des régions administratives du pays.

Chaque Comité régional du Recensement des Exploitants et Exploitations Agricoles comprenait :

- le préfet de région ou son représentant ;
- chaque Préfet de département ou son représentant ;
- un représentant des délégations régionales de l'Office de Commercialisation et de Promotion des Vivriers (OCPV) ;
- un représentant des services régionaux du Ministère de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication ;
- un représentant de la Chambre Régionale d'Agriculture ;
- un représentant de la Direction Régionale de l'Agriculture ;
- Un représentant des services régionaux du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques ;
- Un représentant des services régionaux du Ministère des eaux et forêts ;
- Un représentant des services régionaux du Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable;
- Un représentant des services régionaux de l'INS ;
- Un représentant des services régionaux de l'ANADER ;
- Un représentant des services régionaux de la SODEFOR ;
- Un représentant des services du Conseil régional.

5.2. Bureau central

Le Bureau central du REEA est composé de deux (2) sections : section technique et section logistique.

5.2.1. Section Technique

La section technique organise et conduit les opérations techniques du REEA, sous la supervision du Coordonnateur National Adjoint et du CTP.

La section technique est composée de quatre (4) bureaux :

- Bureau statistique ;
- Bureau Informatique ;
- Bureau Cartographie et Système d'Information ;
- Bureau Communication et infographie, Documentation, Reprographie et Archivage.

Le Bureau Statistique :

- Elabore les supports et les documents techniques (méthodologies, questionnaires, manuels des enquêteurs, plan d'apurement des données, plan de tabulation, etc.) et les soumet au Comité Technique ;
- Participe à l'élaboration des masques de saisie ;
- Organise les formations pour la collecte des données ;
- Organise la collecte des données ;
- Traite et analyse les données ;
- Contrôle la cohérence et la vraisemblance des données collectées sur le terrain.

Le Bureau Cartographie et Système d'Information :

- Prépare les dossiers cartographiques des zones de dénombrement ;
- Participe à la formation du personnel sur les aspects cartographiques ;
- Appuie à l'identification des zones de dénombrement sur le terrain ;
- Participe à l'analyse des données.

Le Bureau Communication, infographie, Documentation, Reprographie et Archivage :

- Met en œuvre la stratégie de communication en collaboration avec la Direction de la Communication et de la Promotion Agricole du MINADER ;
- Multiplie les documents techniques du REEA ;
- Prépare les supports de publication et de diffusion des résultats du REEA ;
- Archive tous les documents et les données du REEA.

Le Bureau Informatique :

- Définit les caractéristiques techniques du matériel informatique du REEA ;
- Teste et configure le matériel informatique et technique ;
- Conçoit les programmes de traitement informatique du REEA en collaboration avec le Bureau statistique (masque de saisie, programme de contrôle et tabulation) ;
- Prépare le programme d'analyse des données ;
- Conçoit et met à jour le site web du REEA.

5.2.2. Section Logistique

La section Logistique gère le matériel et les équipements techniques du REEA. Elle conduit les activités qui lui sont dévolues à travers les deux (2) bureaux :

- Bureau Gestion du matériel et déploiement;
- Bureau Maintenance.

Le Bureau Gestion du matériel et déploiement :

- Réceptionne le matériel du REEA ;
- Organise le stockage du matériel du REEA ;
- Organise le déploiement du matériel du REEA ;
- Déploie le personnel terrain du REEA ;
- Etablit un inventaire régulier du matériel et des équipements du REEA ;
- Organise les Ateliers, Séminaires, et autres événements liés au REEA ;
- Gère le carburant du REEA ;
- Récupère le matériel du REEA sur le terrain.

Le Bureau maintenance :

- Etablit l'état des équipements informatiques et logistiques à réparer ;
- Suit l'exécution des contrats de maintenance.

5.3. Equipe de consultants

Au niveau international, on note :

- un Conseiller Technique Principal (CTP) ;
- un Consultant international en Communication ;
- un Consultant international informaticien spécialisé en traitement informatique des recensements et enquêtes ;
- un Consultant international statisticien spécialisé en analyse des données des enquêtes et recensements agricoles ;
- un Consultant international statisticien agricole spécialisé en sondage dans les enquêtes et recensements agricoles.

Au niveau national, on note :

- un consultant national en communication ;
- un consultant national en informatique ;
- un consultant national en statistique agricole ;
- un consultant national en SIG et cartographie ;
- un consultant national en genre et statistique ;
- trois consultants nationaux en analyse des données de recensement agricole ;
- un consultant national statisticien spécialiste en sondage.

5.4. Ressources matérielles

Les ressources matérielles utilisées dans le cadre de la mise en œuvre du REEA sont composés de matériel roulant, de matériel informatique et d'autres type de matériel.

5.4.1. Matériel roulant

- 28 véhicules ;
- 100 motos ;
- 500 motocyclettes pour les contrôleurs ;
- 2500 vélos ;

5.4.2. Matériel informatique

- 25 ordinateurs,
- 20 imprimantes ;
- 516 Netbooks Windows pour les contrôleurs ;
- 2 615 Tablettes ;
- 2 500 GPS ;
- 100 disques durs externes ;
- 500 clés internet ;
- 500 clés USB.

5.4.3. Autres matériels

- 600 panneaux solaires.
- Des piles pour torches et GPS.

VI. STRATEGIE DE COMMUNICATION ET SENSIBILISATION

La réalisation du REEA a été soutenue par un plan de communication opérationnel définissant une stratégie de communication à mettre en œuvre avant et pendant les opérations de terrain, ainsi que lors de la phase de publications des résultats du REEA.

Cette stratégie de communication qui découle du plan de communication multimédia du REEA a permis d'identifier les actions de communication (contenu, canaux) en fonction des cibles publiques (aux niveaux national, régional, services décentralisés) ou privées (ONG, Associations locales, agriculteurs) à travers des organes de diffusion que sont la télévision nationale, la radio nationale, les radios locales et la presse écrite.

Cette stratégie a pour objectif de faire accepter l'opération de collecte de données par les unités recensées à savoir les exploitants, les exploitations et coopératives agricoles au sens large (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, sylviculteurs et aquaculteurs) et les communautés villageoises.

Le plan de communication et de sensibilisation comporte deux (2) volets essentiels :

- la campagne de communication et sensibilisation de masse (multimédia);
- la campagne de communication et de sensibilisation de proximité.

La mise en œuvre de ce plan de communication a été confiée au CIGC.

6.1. Communication et sensibilisation de masse

Avant les travaux de terrain la campagne d'information et de sensibilisation a porté sur l'importance du REEA (médias, affiches, etc.) auprès du grand public avec une stratégie spécifique adaptée aux populations urbaines et rurales du pays et plus précisément les jeunes, les femmes, les coopératives, les exploitants des forêts classées et les coopératives.

Les organes retenus pour la communication et la sensibilisation sont la RTI1 pour la télévision, la Chaîne nationale pour la radio, Fraternité Matin pour la presse écrite, 40 radios locales et les canaux propres du CIGC.

Cependant, cette stratégie qui devait démarrer avant les opérations de collecte de données n'a pu être mise en œuvre que pendant leur déroulement.

6.2. Communication et sensibilisation de proximité

La campagne de sensibilisation de proximité des populations dans le cadre de la réalisation du REEA visait à informer sur l'organisation et le déroulement du REEA. Elle a cibler les populations urbaines et rurales, afin d'obtenir leur adhésion maximale au recensement.

De façon spécifique, la campagne d'information et de sensibilisation de proximité des populations a consisté à organiser des séries de réunions par :

- le MINADER avec les autres ministères parties prenantes à la réalisation du REEA au niveau national;
- les autorités administratives (préfet et Sous-préfets) au niveau des départements et des sous-préfectures ;
- les contrôleurs du REEA (dispositif de terrain) en collaboration avec les autorités coutumières et les chefs de communautés dans les différentes localités du pays.

La campagne de communication et de sensibilisation de proximité initialement confiée au CICG n'avait pas atteint les objectifs assignés. Pour y remédier la FAO a signé un protocole d'accord avec MOZAIK Studio.

L'approche méthodologique adoptée par MOZAIK a consisté à prendre contact avec :

- ✓ les différents acteurs du processus de recensement (Agents recenseurs, Contrôleurs, Superviseurs, Directeurs Départementaux et Directeurs régionaux du ministère de l'agriculture et du Développement Rural) ;
- ✓ les personnes ressources à impliquer dans la mise en œuvre de la campagne de communication et de sensibilisation de proximité à savoir : les leaders locaux (Présidents des jeunes, Présidentes des femmes), les autorités administratives (Préfets et Sous-préfets) et coutumières (Chefs traditionnels), ainsi que les directeurs et animateurs du réseau de radios partenaires de MOZAIK.

Pour une bonne mise en œuvre de l'approche méthodologique des actions d'accompagnement ont été entreprises par MOZAIK à travers :

- la production des spots en français et des capsules en langues nationales ;
- la tournée de production et d'émissions publiques avec les leaders traditionnels locaux les plus influents (Chefs de villages, Présidents de Jeunes et Présidentes de Coopératives de Femmes) ;
- la diffusion des spots et capsules.

VII. RECRUTEMENT ET FORMATION DU PERSONNEL DE TERRAIN

7.1. Recrutement du personnel de terrain

Le personnel de terrain proposé pour la mise en œuvre du REEA se compose de superviseurs régionaux et départementaux, de contrôleurs et d'agents recenseurs.

7.1.1. Sélection des superviseurs

Le personnel fonctionnaire du REEA est constitué de quinze (15) superviseurs régionaux sélectionnés parmi les agents en service dans les Directions régionales de l'Agriculture et des autres ministères associés ; de cent (100) superviseurs départementaux retenus parmi les agents en services dans les Directions départementales de l'Agriculture, des Eaux et Forêts, des Ressources Animales et Halieutiques, de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable.

Les superviseurs régionaux et départementaux ont été proposés par les Directeurs Régionaux ou départementaux du MINADER et des autres ministères associés au REEA.

7.1.2. Recrutement des IT

Les superviseurs informatiques ont été recrutés au niveau de la coordination nationale par la section technique du REEA. La sélection a été faite sur étude de dossier.

7.1.3. Recrutement des agents contrôleurs et recenseurs

La sélection des agents contrôleurs et recenseurs a été placée sous la responsabilité du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER). A cet effet, la réception de la liste des agents des Directions Régionales des autres Ministères a été coordonnée par la Direction Régionale de l'Agriculture.

La réalisation de ces opérations a nécessité d'abord une répartition du personnel en charge de la collecte des données du REEA par zone d'enquête en tenant compte du nombre de Zone de Dénombrement Agricoles (ZDA) définis par l'INS à partir de la cartographie du RGPH 2014.

Le recrutement a concerné cinq cents (500) contrôleurs et deux mille cinq cents (2 500) agents recenseurs recrutés dans les départements du pays.

La sélection des agents s'est faite en quatre (4) étapes : (i) la réception des listes d'agents des Ministères impliqués dans les opérations de collecte des données du REEA; (ii) la présélection sur dossier des candidats pour le personnel contractuel de terrain du REEA par les Directions Régionales de l'Agriculture ; (iii) la sélection définitive du personnel contractuel de terrain du REEA en fonction des besoins des régions ; (iv) et l'établissement des contrats de travail de ce personnel par la coordination nationale du REEA. Les modalités de sélection des agents ont été déterminées par la coordination nationale.

7.2. Formation des formateurs

La formation des formateurs à caractère participatif a pour objectif d'échanger sur les questionnaires et manuels des différents modules du REEA, sur l'organisation mise en place afin de permettre aux participants de maîtriser les concepts et définitions et la méthode d'utilisation des tablettes, notebook, dossiers cartographiques et les GPS dans le cadre de la collecte des données du REEA.

7.2.1. Organisation de la formation

La formation des formateurs concerne les 80 formateurs, membres du comité technique du REEA, les 15 superviseurs régionaux et des personnes ressources (statisticiens de l'ANADER et les étudiants en fin de cycle de l'ENSEA). Elle s'est déroulée pendant dix (10) jours en une seule session sous forme d'atelier.

7.2.2. Contenu de la formation

La formation des formateurs s'est déroulée en trois phases :

- la compréhension de la méthodologie et la maîtrise des questionnaires sur support papier ;
- l'utilisation des applications de saisie sur support électronique (les tablettes) ;
- la pratique sur le terrain (l'introduction des équipes dans les villages, l'organisation des réunions de sensibilisation, l'identification des ZD à partir des dossiers cartographiques, le dénombrement et les interviews des ménages avec utilisation des tablettes et notebook et la collecte des données avec le matériel retenu : tablette, notebook, GPS).

Les points d'accord ou de consensus sur les échanges au cours de l'atelier sont consignés dans le rapport de l'atelier et a servi de support pour l'amélioration des manuels d'instructions aux agents de collecte et du programme de saisie des données.

7.2.3. Evaluation de la formation

La formation des formateurs a été sanctionnée par une évaluation à deux niveaux : (i) Evaluation des formateurs ; (ii) Evaluation de la formation.

– *Evaluation des formateurs*

Cette évaluation a pour objectif d'apprécier le niveau d'assimilation de la formation par les bénéficiaires. Elle consiste à administrer un questionnaire par chacun des bénéficiaires sous forme de devoir. La correction des copies a été suivie de discussions en plénière sur le sujet. Cette approche a permis de sélectionner les trente meilleurs identifiés, comme principaux formateurs dans les salles.

– ***Evaluation de la formation***

L'évaluation de la formation vise à s'assurer du bon déroulement de la formation. La grille d'évaluation conçue à cet effet a permis de recueillir les avis, les appréciations et les suggestions des bénéficiaires par rapports aux aspects suivants :

- les conditions de la formation ;
- le contenu de la formation ;
- l'approche pédagogique utilisée ;
- les supports et les outils utilisés ;
- l'équilibre entre la théorie et la pratique au cours de la formation.

7.3. Formation du personnel de terrain

7.3.1. Organisation de la formation

La formation des agents de collecte des données a concerné les superviseurs départementaux au nombre de cent (100), les contrôleurs au nombre de cinq cents (500) et les agents recenseurs au nombre de deux mille six cents (2600).¹

Les agents susmentionnés ont bénéficié des séances de formations organisées dans 8 centres de formations sélectionnés sur le territoire national.

La formation des agents a été organisée en deux (2) sessions de dix(10) jours respectivement dans trente (30) salles réparties sur l'ensemble des sites de formation. Chaque salle de formation a abrité en moyenne cinquante agents. La formation a été assurée par une équipe de deux (2) formateurs par salle de formation.

La formation des agents de collecte des données a été supervisée par la coordination nationale et la FAO à travers des missions de supervision organisées à cet effet.

7.3.2. Contenu de la formation

La formation comporte deux volets : une partie théorique en salle et une partie pratique sur le terrain. La partie théorique de la formation porte principalement sur la présentation de la méthodologie de collecte des données des différents modules et sur les outils et matériel de collecte retenus.

Le contenu de la partie théorique de la formation est essentiellement axé sur:

- le contexte et les objectifs du REEA ;
- l'organisation des activités de terrain;
- les comportements et les attitudes des agents enquêteurs et contrôleurs sur le terrain;
- la présentation du questionnaire sous format papier ;
- la présentation de la collecte informatisée des données (présentation du matériel de collecte et remplissage du masque de saisie).

¹ Sur les 2600 agents enquêteurs formés, 2500 seront retenus et les 100 restants constitueront le personnel de réserve.

Le volet pratique de la formation s'est déroulé sur le terrain dans des localités choisies à cet effet. Il a permis de mettre les agents en situation réelle d'enquête à travers les techniques d'approche du milieu, la mise en pratique de la méthodologie adoptée pour le recensement et l'administration des questionnaires avec le matériel de collecte mis à disposition. Ces opérations se sont appuyées sur les manuels de formation et de procédures des agents enquêteurs, des contrôleurs, et des superviseurs.

7.3.3. Evaluation de la formation

Chaque session de formation est sanctionnée par une évaluation à deux niveaux : (i) Evaluation des agents enquêteurs, contrôleurs et superviseurs départementaux ; (ii) Evaluation de la formation.

– Evaluation des bénéficiaires de la formation

Cette évaluation a pour objectif d'apprécier le niveau d'assimilation de la formation par les bénéficiaires. Elle consiste à administrer un questionnaire par chacun des bénéficiaires sous forme de devoir. La correction des copies a été suivie de discussions en plénière sur le sujet.

Les résultats de l'évaluation des bénéficiaires de la formation ont constitué des critères pour la sélection définitive des agents déployés dans les départements pour la collecte des données du REEA.

– Evaluation de la formation

L'évaluation de la formation vise à s'assurer du bon déroulement de la formation. La grille d'évaluation conçue à cet effet a permis de recueillir les avis, les appréciations et les suggestions des bénéficiaires par rapports aux aspects suivants :

- les conditions de la formation ;
- le contenu de la formation ;
- l'approche pédagogique utilisée ;
- les supports et les outils utilisés ;
- l'équilibre entre la théorie et la pratique au cours de la formation.

8.1. Dispositif de supervision au niveau central

Pour une meilleure organisation de la supervision de la collecte des données au niveau central, la Côte d'Ivoire a été scindée en sept (7) zones d'intervention.

Le dispositif de supervision au niveau central suit et contrôle les activités de terrain à travers sept (7) grandes zones de supervision regroupant pour chacune, entre quatre (4) et six (6) régions administratives. La supervision au niveau central rend compte au Comité Technique lors des réunions hebdomadaires. Des missions d'appui et de supervision sont périodiquement réalisées sur le terrain.

Pour mener à bien le REEA, le Comité Technique National est appuyé par un pool de consultants nationaux et internationaux.

Au niveau international, on note:

- un (1) Conseiller Technique Principal (CTP).
- un (1) Consultant international statisticien agricole spécialisé en sondage dans les enquêtes et recensements agricoles.
- un (1) Consultant international informaticien spécialisé en traitement informatique des recensements et enquêtes.
- un (1) Consultant international en Communication.
- un (1) Consultant international Statisticien, spécialiste en analyse des données.
- un (1) Chargé des Opérations et Programme.

Au niveau national, on note:

- un (1) consultant national en statistique agricole.
- un (1) consultant national informaticien,
- quinze (15) contractuels informatiques IT;
- un (1) consultant national en Communication;
- un (1) consultant national en SIG et cartographie;
- un (1) consultant national en genre et statistique ;
- un consultant national spécialiste en sondage.

8.2. Dispositif de terrain

La Côte d'Ivoire a été scindée en quinze (15) zones de supervision pour une meilleure organisation de la collecte des données sur le terrain (voir annexe 1).

Le personnel d'exécution des travaux sur le terrain est composé de quinze (15) superviseurs régionaux, de cent (100) superviseurs départementaux, de cinq cent (500) contrôleurs, de deux mille cinq cent (2 500) agents recenseurs et de dix-huit (18) chauffeurs contractuels.

- **Le Superviseur régional** : il est le responsable de la coordination technique des opérations de recensement au niveau de la région. Il rend compte au bureau central du recensement et au Préfet.

- **Le Superviseur départemental** : Il est responsable de l'opération au niveau départemental et rend compte directement au superviseur régional. Il a la charge d'organiser et de contrôler le travail des contrôleurs et des agents recenseurs placés sous son autorité.
- **Le Contrôleur** : il est responsable de l'organisation et du contrôle technique du travail sur le terrain des agents recenseurs, placés sous son contrôle. Il veille au bon déroulement des opérations du recensement dans son secteur; notamment l'accomplissement des tâches des agents recenseurs placés sous son contrôle, la collecte des informations auprès des populations, sans omission ni double compte. Un contrôleur a sous sa responsabilité cinq agents recenseurs.
- **L'Agent Recenseur (AR)** : il est chargé de la collecte des données dans la Zone de Dénombrement (ZD) qui lui est confiée. Il doit prendre contact avec les populations dans leur ménage respectif, leur expliquer les buts et les procédures du recensement, leur poser des questions et enregistrer les réponses obtenues dans les rubriques appropriées de la tablette, selon des modalités bien précises et remettre toutes les données au contrôleur.

Les données collectées par les agents recenseurs sont vérifiées et validées par les contrôleurs qui les transmettent au niveau central pour une autre vérification et validation.

En outre, il convient de signifier que l'usage des terminaux numériques pour la collecte de données a engendré des difficultés d'ordre technique liées à la défaillance des matériels et des logiciels, ou à une maîtrise insuffisante de l'équipement par les agents de terrain.

Pour pallier à ces difficultés, des superviseurs informatiques (IT), au nombre de quinze (15) en raison d'un par région de supervision informatique (à raison de quatre à cinq régions administratives), ont été mis à contribution pour assurer la maintenance de l'outil informatique, la récupération et la transmission des données au bureau central.

En outre, les superviseurs IT interviennent pour résoudre des problèmes de maintenance du matériel, des systèmes d'exploitation et du réseau, tant sur les tablettes des enquêteurs que sur les Notebooks des contrôleurs.

Pour des problèmes plus complexes, un superviseur informatique de l'équipe central de coordination leur apporte assistance. Le superviseur informatique représente ainsi le dernier maillon et le dernier recours des équipes de terrain dans la résolution d'un problème informatique.

8.3. Déploiement des équipes de terrain

La collecte des données sur le terrain a démarré au mois de novembre par les premières équipes de contrôleurs et de recenseurs. La plupart des équipes n'ont été déployées sur le terrain qu'à partir de janvier 2016.

En termes d'organisation du travail, une équipe composée d'un (1) agent contrôleur et de cinq (5) agents recenseurs travaille dans une même zone de dénombrement sur une période donnée. La progression des équipes sur le terrain se faisait ZD par ZD à l'intérieur des sous-préfectures.

Cette approche permet au contrôleur d'être plus apte à assister les agents dans la résolution des problèmes qu'ils rencontrent au cours des opérations de collecte de données.

Le contrôleur en tant que chef d'équipe est chargé d'assurer, en liaison avec le superviseur départemental, la planification des travaux de collecte dans sa zone de contrôle, en établissant le programme d'activité de l'équipe sur l'étendue de la zone de travail.

Une fois la collecte des données achevée dans une sous-préfecture, les équipes sont redéployées dans une nouvelle sous-préfecture soit en leur assignant à distance les nouveaux paramètres de redéploiement, soit au contact des superviseurs informatiques (IT) ou des informaticiens du bureau central.

Le redéploiement des équipes dans de nouvelles sous-préfectures est conditionné par l'achèvement total de l'opération dans l'ancienne sous-préfecture de travail (correction des données, bouclage total des ZD constituant la sous-préfecture).

8.4. Méthodologie de collecte

Pour plus de clarté, la méthodologie de collecte adoptée pour la conduite du REEA est décrite pour chaque module.

8.4.1. Méthodologie de collecte du module de base

La Côte d'Ivoire est subdivisée en 31 régions administratives et 02 districts autonomes (Abidjan et Yamoussoukro). Ces régions sont subdivisées en 108 départements et 510 sous-préfectures. La sous-préfecture est subdivisée en Zones de Dénombrement (ZD).

La progression de l'opération de collecte des données sur le terrain s'est fait ZD par ZD.

Après l'identification de la ZD, le contrôleur et ses agents procèdent au dénombrement des ménages qui servira de base de travail pour administrer le questionnaire module de base (enquêter les ménages).

Pour la collecte des données du module de base, des interviews structurées ont été réalisées au sein des ménages dénombrés.

Le module de base utilise la méthode CAPI (Entretien individuel assisté par ordinateur ou Computer Assisted Personal Interview) pour l'administration du questionnaire auprès des ménages et exploitants.

Il convient de noter que pour l'intérieur du pays et toutes les sous-préfectures du District Autonome d'Abidjan (Anyama, Bingerville, Songon et Brofodoumé), tous les ménages ont été systématiquement recensés. Au niveau des dix (10) communes de la ville d'Abidjan, les exploitants ont été recensés sur leurs sites de production agricoles.

Après l'identification de la zone de dénombrement, l'équipe procède au dénombrement de l'ensemble des ménages afin de constituer la base de travail des agents recenseurs.

Les ménages dénombrés sont enregistrés sur la notebook du contrôleur qui procède par la suite à une assignation des ménages aux agents recenseurs pour l'administration du questionnaire du module de base à partir des tablettes réservées à cet effet.

Une fois l'ensemble des ménages de la zone de dénombrement interviewés, l'agent contrôleur procède à la récupération des données sur les tablettes des agents recenseurs.

Les données récupérées sont ensuite transmises, selon les canaux de remontée des données identifiés, au bureau central informatique pour traitement.

8.4.2. Méthodologie de collecte du module communautaire

La méthode utilisée pour la collecte des données du module communautaire a consisté à un focus group avec les leaders communautaires.

La collecte des données du module communautaire a été réalisée à partir des notebooks des contrôleurs. Les questions sont posées par l'agent contrôleur (assisté par les agents enquêteurs) au chef de village et ses notables. Après une concertation entre les membres du groupe des leaders communautaires, la réponse est donnée soit par le chef, son secrétaire ou son porte-parole selon les cas de figure.

Pour faciliter l'enregistrement des réponses, le focus group a été réalisé à partir du questionnaire module communautaire semi-structuré.

Le GPS a été également utilisé pendant la collecte des données du module communautaire pour le relevé des coordonnées géographiques des villages ruraux.

Après l'identification du village rural et sur autorisation du chef du village et ses notables, l'équipe de collecte procède à l'administration du questionnaire sous forme de focus-group. Les informations sur les communautés villageoises sont enregistrées sur la notebook du contrôleur.

Une fois les informations recueillies, l'agent contrôleur procède à la vérification de l'ensemble des données collectées avant la transmission au bureau central.

8.4.3. Méthodologie de collecte du module OPA/OPE

La collecte des données auprès des Organisations Professionnelles Agricoles (OPA/OPE) s'est déroulée à trois (3) étapes :

- l'administration d'un questionnaire spécifique (Module OPA/OPE) dans les zones d'enquête à partir des listes historiques issues d'une revue documentaire. Elle s'est déroulée au siège de l'OPA/OPE par l'interview directe d'un responsable de cette structure ;
- pendant l'administration du module de base et du module communautaire les données sur les OPA/OPE ont aussi été collectées ;
- les données proviennent aussi des sources administratives (DOPA/MINADER, MIRAH).

8.4.4. Méthodologie de collecte du module Exploitations Modernes

La collecte des données du module exploitations agricoles modernes, s'est déroulée en trois (3) étapes :

- Revue documentaire auprès de sources de données secondaires (INS, Structures techniques des ministères) qui a permis d'établir une première liste d'exploitations agricoles modernes ;
- Interview des structures identifiées à l'aide d'un questionnaire ;
- Exploitation de la source de données du module communautaire qui a permis de dresser une liste additionnelle d'exploitations agricoles modernes.

Les données fusionnées issues des trois étapes ont fait l'objet d'un traitement en procédant à l'élimination des doublons.

Ce travail a permis d'établir un répertoire de 296 exploitations modernes.

IX. TRANSMISSION DES DONNEES

La transmission des données consiste à acheminer les données collectées par les agents contrôleurs à la coordination centrale du REEA à Abidjan. Elle nécessite donc une parfaite collaboration entre tous les acteurs de la chaîne (contrôleurs, superviseurs, IT) et le bureau central.

9.1. Organisation de la remontée des données

9.1.1. Mode opératoire sur le terrain

Un mode opératoire a été adopté pour minimiser les risques de perte des données sur le terrain. Chaque jour, et pour chaque équipe, les données collectées sont :

- sauvegardées (copiées) sur la clé USB puis sur la tablette du contrôleur de l'équipe de terrain ;
- envoyées au superviseur informatique via une connexion internet de type 3 G ;
- transmises physiquement (disque dur, clé USB et support papier) par le superviseur régional ou départemental au bureau central au cas où la couverture réseau est très faible ou inexistante.

9.1.2. Récupération des données

La récupération des données de l'agent enquêteur par le contrôleur est faite en deux étapes :

- ✓ physique (périodique);
- ✓ via Dropbox (journalière)



Etape 1



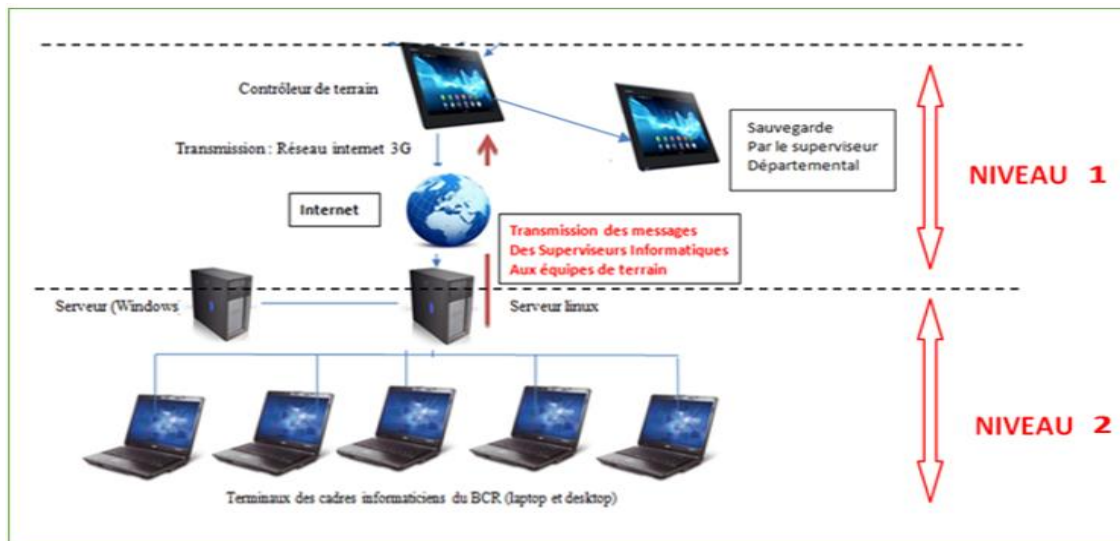
Etape 2

9.2. Modes de transmission des données

Les deux modes de transmission utilisés dans le processus de la remontée des données du REEA sont : (i) la transmission par internet et (ii) la transmission physique.

9.2.1. Transmission par internet des données

La transmission des données du contrôleur de terrain au bureau central est faite via une connexion DATA (GPRS/EDGE/3G) journalièrement selon le schéma ci-dessous.



Architecture de la transmission des données du REEA

La transmission des données par internet mobile de type 3G/2G est le premier mode utilisé dans le cadre du REEA. Chaque jour, et pour chaque équipe, les données collectées sont sauvegardées (copiées) sur le netbook du contrôleur de l'équipe et transmises à l'équipe de supervision centrale basée à Abidjan.

Il est à noter que pour les zones où la couverture réseau est très faible ou inexistante, au bout d'un délai donné, le contrôleur se déplace vers la zone de couverture la plus proche pour effectuer la transmission des données vers le bureau central.

Lors de la transmission des données, aucune concaténation n'était possible sur le terrain. Cette tâche était exclusivement réservée aux superviseurs informatiques basés au bureau central.

En cas d'incohérence ou de données incomplètes ou manquantes, le bureau central retourne l'information au contrôleur pour correction.

9.2.2. Transmission physique des données

Le second circuit dit «circuit alternatif» de transmission est basé sur une transmission physique des données vers les différents agents de supervision. Le superviseur départemental, lors de sa visite hebdomadaire, récupère sur un disque dur amovible, les données auprès du contrôleur.

Ces données récupérées sont par la suite transmises au superviseur régional lors des rencontres périodiques avec le superviseur départemental. C'est le superviseur régional qui clôture le circuit de transmission alternatif en transférant les données recueillies à la supervision centrale via sa liaison internet au bureau.

10.1. Etapes de traitement des données

Cette étape a consisté à traiter l'ensemble des données du REEA en vue de fournir tous les résultats et de permettre les analyses envisagées. Le traitement informatique s'est fait au niveau central, à Abidjan, sur serveur et sur micro-ordinateurs. Le logiciel CSPro version 6.1. est utilisé pour la mise en œuvre des différents types de traitement.

Les différentes tâches pour le traitement informatiques des données portent sur les aspects suivants :

- la préparation du matériel ;
- la gestion des fichiers ;
- l'apurement des fichiers ;
- la tabulation.

10.1.1. Préparation du matériel

La préparation du matériel consiste à :

- installer les pilotes nécessaires ;
- configurer les notebook et tablettes ;
- configurer les différents serveurs de données et d'applications ;
- préparer les supports de sauvegarde externe (disque dur externe).

10.1.2. Gestion des fichiers des modules

Les quatre types de fichiers qui ont fait l'objet de traitement informatique sont :

- Le fichier du module de base ;
- Le fichier du module communautaire ;
- Le fichier du module des OPA/OPE ;
- Le fichier du module exploitations modernes agricoles.

10.1.3. Apurement des données

La phase d'apurement est un processus itératif qui consiste à nettoyer la base de données et aboutir à la constitution de fichiers propres. Il s'agit du contrôle d'exhaustivité, de cohérence des données saisies et de correction des données.

Le contrôle de saisie est un mécanisme qui est défini lors de la conception du masque de saisie. Quant au contrôle de l'exhaustivité des réponses, il consiste à identifier les variables non renseignées afin de les corriger. Le contrôle des erreurs de cohérence des données saisies consiste à vérifier les diverses occurrences pour s'assurer de leur exactitude. Ce travail consiste par ailleurs à la détection des champs non renseignés. Il a été fait à tous les niveaux de contrôle (agents enquêteurs, contrôleurs de terrain, superviseurs informatique, superviseurs départementaux, superviseurs régionaux et équipe du bureau central).

10.1.4. Tabulation des données

La tabulation a été réalisée à partir des programmes de tabulation réalisés sur la base des différents plans de tabulation conformément aux objectifs du REEA. La tabulation est en fait l'édition des principaux tableaux répondant aux objectifs de réalisation des travaux d'enquête.

Les plans de tabulation pour chaque module ont été réalisés par les statisticiens de la Direction des Statistiques, de la Documentation et de l'Informatique (DSDI) du MINADER, avec la participation active de l'INS. Ces plans de tabulations ont été validés par le Comité Technique du REEA. Afin de s'assurer de la non distorsion des données après apurement, la tabulation s'est faite sous CSPro sur les deux versions de la base de données : brute et apurée.

XI. ANALYSE ET EVALUATION DE LA QUALITE DES DONNEES

11.1. Analyse des données

L'**analyse** a permis de présenter et commenter les résultats du REEA. Les données du REEA ont été analysées selon deux (2) niveaux administratifs dans tous les volumes : **niveau national et niveau régional** (au niveau de chacune des 31 régions et 2 districts).

Les travaux d'analyse des résultats du REEA ont été organisés et exécutés entre les mois de mars et d'avril 2017 avec la participation de : (i) 41 membres du comité technique national du REEA et les représentants de l'INS, de l'ANADER et de la SODEFOR ; (ii) un consultant international en traitement de données ; (iii) un consultant international en analyse de données ; (iv) un consultant national en statistique agricole ; (v) un consultant national en genre ; (vi) un consultant national en informatique et (vii) un consultant national en système d'information géographique.

Toutes les activités ont été coordonnées par (i) le Conseiller Technique Principal du REEA, (ii) le Coordonnateur National Adjoint.

Les contributions des différentes personnes qui ont pris part aux travaux d'analyse des résultats du REEA figurent en Annexe 2 du présent document.

L'analyse a porté sur certaines variables clé pour chaque module du REEA, particulièrement sur les domaines d'activité tels que l'agriculture végétale, l'élevage, la pêche, la sylviculture, l'aquaculture, les types de villages ruraux, les infrastructures communautaires villageoises, les OPA/OPE et les Exploitations modernes.

Concernant le **module de base** les résultats sont présentés dans sept (7) chapitres. Ces résultats permettent de disposer d'informations statistiques structurelles, fiables et actualisées sur le monde agricole en Côte d'Ivoire.

Le chapitre I traite des caractéristiques sociodémographiques et des activités des ménages et exploitants agricoles. Les chapitres II, III, IV, V, VI et VII font une analyse par domaine d'activité de l'Agriculture au sens large (agriculture végétale, élevage, pêche, sylviculture et aquaculture) et au sens strict des exploitants et de leurs exploitations.

Pour une meilleure compréhension des statistiques présentées, il convient de noter qu'un ménage peut pratiquer simultanément plusieurs activités agricoles. Il en est de même pour les exploitants.

Le **module communautaire**, qui constitue l'un des piliers du REEA, vise à fournir des renseignements sur les communautés villageoises rurales notamment des aspects liés aux conditions socio-économiques, la disponibilité et l'accès aux infrastructures et services communautaires, les potentialités et les contraintes des activités exercées dans les communautés.

Les résultats du module communautaire permettent de disposer d'informations statistiques structurelles, fiables et actualisées sur les communautés villageoises.

Ces résultats sont présentés dans cette deuxième partie à travers cinq (5) chapitres. Plus précisément, le chapitre I traite des caractéristiques des villages ruraux. Les chapitres II, III, IV et V, font une analyse sur la disponibilité et l'accès aux infrastructures de base et spécifique au secteur agricole. Le dernier chapitre aborde les principales difficultés des villages ruraux par rapport à l'exercice d'activité agricoles diverses.

Les **résultats du module OPA/OPE**, concernent la collecte par sources et la répartition des OPA/OPE par région et par domaine d'activité.

Les **résultats du module des Exploitations modernes** portent d'une part, sur la répartition des exploitations modernes par région et d'autre part, sur celle des exploitations modernes selon le domaine d'activité agricole.

11.2. Evaluation de la qualité des données

L'évaluation de la qualité des données est en général une étape importante dans toutes opérations de collecte de données statistiques et particulièrement dans les enquêtes et recensements agricoles. Elle permet d'apprécier la pertinence, la précision, la fiabilité, l'actualité, la ponctualité, l'accessibilité, la clarté, la comparabilité et la cohérence des données.

Cette section a pour but de décrire les étapes d'évaluation qualité utilisées dans le cadre du Recensement des Exploitants et Exploitations Agricoles (REEA) 2015/2016 afin de garantir la confiance dans les données et d'aider les utilisateurs à mieux comprendre les processus. Elle donne des informations concernant les données manquantes du REEA.

L'évaluation de la qualité des données du REEA porte sur les non-réponses globales et partielles. L'indicateur retenu pour l'évaluation de la qualité des non-réponses globales et partielles est le **taux de non-réponse**. Les proportions de données manquantes indiquent le niveau de fiabilité des indicateurs relatifs à la variable.

11.2.1. Situation des non-réponses globales

La situation des non-réponses globales évaluée dans le cadre du REEA porte sur deux variables : (i) le taux de réalisation des ZD agricoles et (ii) celui des villages ruraux.

➤ Zones de Dénombrement (ZD) agricoles

La situation des non-réponses globales a été appréciée à travers le taux de réalisation des ZD agricoles. Le tableau ci-dessous présente la situation de non-réponse globale.

L'analyse des résultats de la situation de non-réponses globales montre que 96,8% des ZD agricoles ont été couvertes par l'opération de recensement.

Rubriques	Effectif total(a)	Effectif non enquêtés(b)	Taux de non-réponses globales(b/a)
Zones de dénombrement agricoles	18 606	595	3,2%

Source : Côte d'Ivoire, Recensement des Exploitants et Exploitations Agricoles 2015/2016

➤ Villages ruraux enquêtés

La situation des non-réponses globales a été appréciée à travers le taux de réalisation des villages ruraux. Le tableau ci-dessous présente la situation de non-réponse globale.

L'analyse des résultats de la situation de non-réponses globales montre que 71,1% des villages en milieu rural ont été enquêtés dans la mise en œuvre du module communautaire.

Cependant, tous les villages en milieu rural identifiés par l'INS ont été couverts par le module de base du REEA.

Rubrique	Effectif total des villages RGPH 2014 (a)	Effectif des villages enquêtés (b)		Taux de non-réponses globales (b/a)	
		Module communautaire	Module de base	Module communautaire	Module de base
Village en milieu rural	8116	5767	8116	28,9%	0%

Source : Côte d'Ivoire, Recensement des Exploitants et Exploitations Agricoles 2015/2016

11.2.2. Situation des non-réponses partielles

La situation des non-réponses partielles a été appréciée à partir des données manquantes pour certaines variables clés. Chacune des variables des différentes bases de données du module de base, du module communautaire, du module OPA/OPE et module des Exploitations Modernes comportent moins de 5% de données manquantes.

Ce résultat a été possible grâce aux contrôles de cohérence qui ont été introduits dans le masque de saisie des données du recensement. Cette disposition a permis de minimiser les erreurs et données manquantes.

XII. ARCHIVAGE DES DONNEES

Conformément à la Convention signée entre la FAO MINADER dans le cadre du projet REEA, toutes les données collectées ainsi que les programmes développés seront archivés en interne à la sous-direction informatique. Une copie des dites données sera sauvegardée à la FAO.

Deux (2) logiciels sont utilisés pour l'archivage des données du REEA. Il s'agit de (i) Table Retrieval Structure (TRS) et (ii) Nesstar Toolkit. La mise en œuvre de l'archivage des données est faite en trois (3) phases :

- Archivage des données selon la norme internationale (DDI) ;
- Préparation du Table Retrieval Systems (TRS) ;
- Préparation des cartes pour CSPro.

12.1. Archivage des données selon la norme internationale (DDI)

L'équipe informatique de la S/DI a été initiée par le Consultant International en informatique à l'archivage des données selon les normes internationales avec le logiciel Toolkit.IHSN.

Les travaux préliminaires d'archivage des données du REEA ont été réalisés au cours de l'atelier de Dabou, organisé du 16 au 26/05/2017. Cet atelier a vu la participation de 07 informaticiens du comité technique du REEA, tous venant de la Direction des Statistiques, de la Documentation et de l'informatique du MINADER.

12.2. Préparation du Table Retrieval Systems (TRs)

La préparation du TRs a été initiée lors de l'atelier sur le traitement et l'analyse des données du REEA qui s'est déroulé à Dabou, 05 au 30 Mars 2017. Au cours de cet atelier, le Consultant International en Informatique a capacité l'équipe des informaticiens du REEA sur l'utilisation du TRS.

Le Table Retrieval Structure (TRS) représente l'outil d'archivage des données du REEA. Le TRS est contenu sur un support de diffusion (généralement un CD-ROM ou support externe USB) qui contiendra : (i) les documents administratifs et juridiques du REEA, (ii) les documents techniques du REEA et (iii) l'ensemble des produits du REEA.

Tous ces documents sont consignés sur un seul support rendu auto-exécutable qui proposera un menu de navigation à l'utilisateur final quel que soit le type de support utilisé. L'ensemble des tableaux élaborés (avec possibilité de recherche par niveau géographique) pourront être produits aux formats les plus courants : PDF, EXCEL, WORD. Cependant, il va falloir procéder à une validation du contenu du TRS par la coordination nationale du REEA et le Comité Technique avant à sa diffusion.

Ainsi, à partir du TRS, une base de données SQL ou MySQL est générée. Cette base permettra à l'équipe informatique (développeur web) de mettre en place un site web pour faciliter la consultation de tous les tableaux, indicateurs produits, questionnaires, manuels etc., issus du REEA.

12.3. Préparation des cartes pour CSPro

Bien qu'elles soient réalisées par le Consultant National en SIG, le Consultant International en Informatique a créé les shp au niveau District en MapCSPro. Il est actuellement possible de présenter les données, au niveau district, sous forme de carte. Ce module permettra aux analystes après formation de choisir les meilleures cartes à produire par le spécialiste en SIG.

12.4. Nesstar Toolkit

Le « Micro data Management Toolkit » est un outil de gestion de micro-données, développé par le Groupe responsable des données de la Banque mondiale dans le cadre de l'initiative intitulée «International Household Survey Network». Il est conçu pour traiter les questions techniques qui se posent aux producteurs de données.

Toolkit a pour but de promouvoir l'adoption de normes relatives à la documentation, la diffusion et la conservation de micro-données internationales, mais aussi d'encourager les producteurs de données des pays en développement à adopter les meilleures pratiques en la matière. Ainsi, il est principalement destiné aux professionnels de données notamment les producteurs de données, chercheurs, commanditaires d'enquêtes ou recensements et dépôts de données (centraux, nationaux et internationaux).

Toolkit comprend deux modules : (i) l'Éditeur de métadonnées pour la documentation des données conformément aux normes internationales et le Créateur de CD-ROM pour générer des produits faciles à utiliser (CD, site web) et en même permettant la diffusion et l'archivage.

13.1. Livrables du REEA

Six (6) rapports ont été élaborés pour la publication des résultats du REEA. Il s'agit de :

- Volume 0 : Méthodologie du REEA ;
- volume 1 : Rapport de synthèse des volumes du REEA ;
- volume 2 : Rapport du module de base du REEA ;
- volume 3 : Rapport du module communautaire ;
- volume 4 : Rapport du module OPA/OPE ;
- volume 5 : Rapport du module Exploitations Modernes ;
- volume 6 : Tableaux statistiques du REEA.

➤ *Volume 1 : Rapport de synthèse des volumes du REEA*

Ce volume est structuré en quatre (4) chapitres. Le premier chapitre présente la Côte d'Ivoire à travers l'histoire, la géographie, la population et l'économie. Le deuxième aborde la méthodologie globale du REEA. Le troisième présente la synthèse des résultats obtenus sur les quatre modules du REEA, tandis que le quatrième chapitre traite des outils d'archivage et de diffusion des résultats du REEA.

➤ *Volume 2 : Rapport du module de base du REEA*

Le volume 2 traite des chapitres suivants : (i) caractéristiques sociodémographiques des ménages et exploitants agricoles, (ii) agriculture végétale, (iii) sylviculture, (iv) élevage, (v) aquaculture et (vi) pêche artisanale.

➤ *volume 3 : Rapport du module communautaire*

Les résultats du volume 3 sont présentés à travers cinq (5) chapitres. Plus précisément, le chapitre I traite des caractéristiques des villages ruraux. Les chapitres II, III, IV et V, font une analyse sur la disponibilité et l'accès aux infrastructures de base et spécifique au secteur agricole. Le dernier chapitre aborde les principales difficultés des villages ruraux par rapport à l'exercice d'activités agricoles diverses.

➤ *volume 4 : Rapport du module OPA/OPE*

Ce volume est consacré à la présentation de la situation nationale exhaustive des OPA/OPE en vue de leur meilleure structuration et professionnalisation. Plus spécifiquement, analyser les OPA/OPE en fonction (i) du type d'organisation et du statut juridique, (ii) de leurs domaines d'activités et (iii) leur professionnalisation.

➤ *volume 5 : Rapport du module Exploitations Modernes*

Ce volume est consacré à l'identification, la localisation, au personnel, au type d'activité, matériel et production des exploitations agricoles modernes.

➤ *volume 6 : Tableaux statistiques du REEA.*

Le présent volume, sixième de la série des publications sur le REEA 2015/2016 présente les différents tableaux statistiques issus des résultats des quatre modules du REEA au niveau national et régional.

13.2. Atlas

L'atlas se présente comme une collection de cartes dynamiques et interactives permettant de restituer spatialement les principaux indicateurs du REEA.

Le principal apport de l'atlas est de tirer pleinement parti de la cartographie en tant que support à l'analyse des données statistiques menées dans le cadre des différents volumes du REEA.

L'objectif visé à travers l'Atlas des résultats du REEA est de fournir à un public, n'ayant pas nécessairement une expertise en cartographie, un moyen d'accès simple et convivial à un vaste catalogue de cartes interactives sur les indicateurs clés du REEA. La mise en œuvre de cet outil s'appuie largement sur les technologies NTIC en général et SIG en particulier.

D'un point de vue conceptuel, l'Atlas est composé de deux parties :

- la partie logicielle, matérialisée par une application informatique, offre un jeu de fonctionnalités permettant de générer et manipuler un ensemble de cartes élaborées à partir des données sur les limites des circonscriptions administratives et des tableaux statistiques ;
- la partie "données", constituée des fichiers des limites administratives, des tableaux statistiques et des métadonnées (informations qui décrivent les données utilisées par la partie logicielle).

L'atlas a été conçu en observant un découplage strict entre la partie logicielle et la partie données. Cette disposition permet d'envisager une évolution indépendante de chaque partie. En d'autres termes, il sera possible d'intégrer de nouvelles données et métadonnées pour générer de nouvelles cartes sans que cela ne nécessite la mise à jour de la partie logicielle.

Par ailleurs, il convient de noter que les outils techniques pour la réalisation de l'Atlas sont basés sur les technologies Web à savoir HTML, CSS et JavaScript. Grâce à ces choix techniques, les mêmes programmes réalisés pour le CD-Rom sont réutilisés pour le site WEB, moyennant des adaptations mineures.

Enfin, le contenu de l'Atlas est organisé selon la même structure que les volumes de publication. Le mode de navigation du contenu de l'Atlas sera explicité dans le manuel d'utilisation.

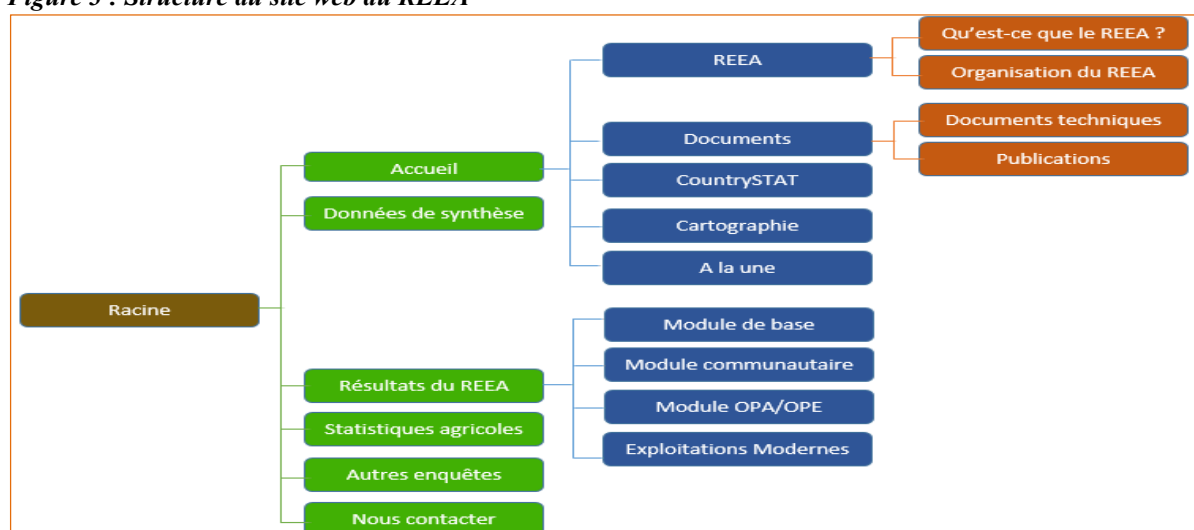
13.3. Site WEB

L'objectif du site web du REEA est de diffuser les résultats définitifs du recensement validés par la coordination en vue de permettre à tout public d'avoir accès aux données structurelles du REEA. De manière spécifique, ce site permettra de (i) publier les données des quatre modules, (ii) mettre à la disposition des utilisateurs des documents techniques du recensement et (iii) déboucher sur d'autres plateformes telles que CountrySTAT.

La structure du site est basée sur une arborescence simplifiée en vue de faciliter le repérage des principales rubriques. Celles-ci sont matérialisées par un menu horizontal visible en permanence quel que soit la rubrique ou la page consultée. Ainsi, l'internaute accède à l'information souhaitée en quelques clics maximum.

Cette arborescence définit la structure du site telle que conçue. Le graphique 3 présente sous forme schématique la structure du site web du REEA avec les principales rubriques, les sous-rubriques et les liens qui les unissent.

Figure 3 : Structure du site web du REEA



Le site s'appuie sur le respect des normes et recommandations du World Wide Web Consortium (W3C) qui garantit l'accessibilité des informations au plus grand nombre.

Le contenu du site comprend un menu :

- ✓ **Accueil** qui va intégrer les nouvelles (news) du REEA et des articles à publier. Aussi, une lucarne sur : Qu'est-ce que le REEA ? qui traitera de la connaissance générale du REEA, de l'organisation et du cadre institutionnel. Un menu « documents » fera référence à tous les documents techniques (questionnaires, manuels, concepts et définitions, méthodologie, etc.), rapports et publications sur le REEA. Dans cet espace, l'internaute pourra par ailleurs accéder aux cartes interactives des résultats du REEA (Atlas).

Une Galerie photo permettra également la visualisation des photos archivées dans le cadre des activités clés du REEA (du démarrage à la finalisation). Un compteur de visites/connexion affichera en permanence le nombre de visites sur le site et constituera un outil d'aide à l'évaluation du niveau de satisfaction des utilisateurs et de la qualité des informations disponibles.

- ✓ **Données de synthèse du REEA** dans lequel seront consignées tous les indicateurs clés des quatre modules au niveau national ;
- ✓ **Résultats du REEA** où seront contenus les résultats des différents modules (module de base, module communautaire, module OPA/OPE et module des exploitations modernes). Les résultats seront disponibles pour tous les différents niveaux géographiques (district, région, département, sous-préfecture) ;
- ✓ **Statistiques agricoles** : lucarne sur les activités de la DSDI qui a en charge la production de la statistique agricole et alimentaire.
- ✓ **Autres enquêtes** : Il s'agira de publier certains résultats d'enquêtes effectués par la DSDI ou en partenariat avec la DSDI.
- ✓ **Nous contacter** : Onglet faisant référence à l'adresse de la DSDI.

13.4. CountrySTAT

Partant de la problématique de l'accès limité aux données dans les pays en développement dû à l'absence d'harmonisation entre les données ou à des système/mécanismes de diffusion des données peu développées, une nécessité d'amélioration de l'accès aux données s'impose.

C'est dans ce contexte que le projet CountrySTAT a été introduit dans une vingtaine de pays.

CountrySTAT est un réseau intégré d'agences nationales et internationales pour le partage des données, principalement sur la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture. La plateforme fournit des tableaux de données et facilite ainsi la surveillance et la prise de décisions. Elle est extrêmement adaptable et approprié pour faciliter la collaboration entre les parties prenantes sur une grande variété des thèmes et pour renforcer le processus de décision.

Elle s'appuie sur le dispositif de diffusion des statistiques de la FAO, la plus grande base de données mondiale sur l'alimentation et l'agriculture (FAOSTAT).

En Côte d'Ivoire, le projet CountrySTAT a été initié dès novembre 2008 dans le cadre du Système Permanent de Statistiques Agricoles (SYSPER) à la suite du dernier Recensement National de l'Agriculture (RNA 2001). L'ancienne plateforme basée sur l'arborescence et les « dossiers préétablis » était accessible à partir du lien www.countrystat.org. La nouvelle plateforme plus flexible et conviviale, a été activée à la suite de la formation régionale de planification du système CountrySTAT pour les pays francophones d'Afrique Sub-saharienne, qui a eu lieu à Dakar au Sénégal, en novembre 2016. L'adresse du nouveau site web CountrySTAT : cote-divoire.countrystat.org/fr.

L'approche méthodologique de la nouvelle plateforme est basée sur quatre (4) éléments principaux :

- La technologie pour gérer et partager les données avec les outils de gestion de données FENIX ;
- Le cadre institutionnel, à travers le Secrétariat national et le Groupe Technique de Travail CountrySTAT pour établir les accords entre partenariats et gouvernance des données ;
- Les statistiques, métadonnées et systèmes de codage internationaux pour harmoniser et garantir la qualité des données ;
- La connaissance pour développer les analyses thématiques simples et complexes en utilisant les données disponibles (tableaux, graphiques, cartes).

En effet, le processus CountrySTAT part du recueil des données, passant par la compilation, la validation, la diffusion à l'analyse desdites données.

XIV. DIFFICULTES RENCONTREES ET LIMITES DES RESULTATS

Dans la conduite des activités du recensement des exploitants et exploitations agricoles, des difficultés notées variaient en fonction de l'état d'avancement de l'opération. Ils se situent à deux (2) niveaux :

- Difficultés administratives ;
- Difficultés techniques ;
- Difficultés d'ordre financier.

14.1. Difficultés administratives

Les toutes premières difficultés étaient relatives à l'indisponibilité des agents recenseurs et contrôleurs présélectionnés pour la formation ainsi qu'à leurs désistements au moment du démarrage de la collecte des données sur le terrain. Ces difficultés ont aussitôt été solutionnées en faisant appel aux agents inscrits sur les listes d'attentes.

L'insuffisance de sensibilisation et de communication de proximité ont engendré le refus des populations cibles à se faire recenser. Pour y remédier, il a fallu d'une part, contracter avec une agence de communication et d'autre part, impliquer davantage le corps préfectoral afin d'améliorer les actions de sensibilisation.

La mise à disposition tardive de certains dossiers cartographiques a aussi ralenti les opération de collecte des données sur le terrain.

14.2. Difficultés techniques

La maintenance du matériel informatique et roulant détenu par les agents de terrain a constitué une difficulté dans la mise en œuvre de l'opération de collecte.

Entre autres difficultés, on note parfois l'absence de connexion internet pour assurer la remontée des données collectées sur le terrain. Plusieurs missions d'appui et de supervision ont été organisées au cours desquelles les données ont été récupérées via disque durs externes.

➤ Difficultés financières

Au plan financier, l'une des difficultés majeures a été le retard dans le paiement des salaires des agents recenseurs et contrôleurs imputable à la lourdeur du système de paie par mobile money. Ce retard a entraîné le ralentissement de la collecte des données sur le terrain.

Par ailleurs, l'on a enregistré également des difficultés dans la mobilisation des fonds de l'Etat. Cette situation a induit le retard dans le paiement des salaires des agents de terrain et des primes des membres du comité technique.

14.3. Limite des résultats

Certains ménages sur le territoire national n'ont pu être interviewés pour plusieurs raisons dont les plus importantes sont :

- refus de certaines populations à se faire recenser;
- absence prolongée de certains ménages pendant le passage des agents recenseurs.

Malgré, toutes les difficultés rencontrées, la collecte des données du REEA a atteint les 97% de taux de couverture du territoire national; ce qui donne un caractère exhaustive à l'opération.

Annexe 1 : Zones de supervision du REEA

Zones de supervision centrale		Zones de supervision régionale		Districts autonomes autonome et régions administratives	
1	Supervision centrale - Zone Sud	3		6	
		1	Dabou	1	1- District Autonome d’Abidjan,
				2	2- Région du Sud Comoé
				3	3- Région du Grand Pont
		2	Agboville	4	4- Région de l’Agneby-Tiassa
				5	5- Région de la Me
				6	6- Région de Loh- Djiboua
2	Supervision centrale - Zone Centre	3		7	
		4	Yamoussoukro	7	1- District Autonome de Yamoussoukro
				8	2- Région du Bélier
				9	3- Région du N’Zi
		5	Bouaké	10	4- Région du GBEKE
				11	5- Région du Hambol
		6	Bouaflé	12	6- Région de la Marahoué
				13	7- Région du Béré
3	Supervision centrale - Zone Est	2		5	
		7	Abengourou	14	1- Région de l’Indénie Djouablin
				15	2- Région de l’Ifou
				16	3- Région du Moronou
		8	Bondoukou	17	4- Région du Gontougo
				18	5- Région du Bounkani
4	Supervision centrale - Zone Nord	2		5	
		9	Korhogo	19	1- Région du Poro
				210	2- Région du Tchologo
				221	3- Région de la Bagoué
		10	Odienné	22	4- Région du Kabadougou
				23	5- Région du Folon
5	Supervision centrale - Zone Ouest	3		6	
		11	Daloa	24	1- Région du Haut Sassandra
				25	2- Région du Worodougou
		12	Guiglo	26	3- Région du Guemon
				27	4- Région du Cavally
		13	Man	28	5- Région du Tonkpi
				29	6- Région du Bafing
		6	Supervision centrale - Zone Sud-Ouest	2	
14	Gagnoa			30	1- Région de Goh
				31	2- Région du Nawa
15	San Pedro			32	3- Région de San Pedro
				33	4- Région de Gbokle